

Compte-rendu de la conférence inaugurale du Centre Civique d'Etude du Fait Religieux

6 février 2003



Pour l'inauguration du Centre Civique d'Etude du Fait Religieux, qui s'est déroulée le 6 février au soir, la salle des fêtes de la mairie de Montreuil était comble.

400 personnes, représentant toutes les sensibilités et qui comptaient de nombreux acteurs de la vie associative, se sont réunies autour du maire Jean-Pierre Brard, de la présidente du CCEFR, Antoinette Nicolai, des

membres du Conseil scientifique du CCEFR présidé par Mohammed Arkoun, en présence de nombreuses personnalités représentant la Préfecture, l'Académie, le Rectorat, l'Education nationale, et d'intellectuels, parmi lesquels le philosophe Régis Debray. Luc Ferry, le ministre de la Jeunesse, de l'Education et de la Recherche a manifesté son soutien à cette initiative, propice, selon lui "à développer la tolérance et à favoriser le rapprochement entre les divers cultes".

Jean-Pierre BRARD, responsable, au sein de l'Association des Maires de Grandes Villes de France, du groupe d'étude sur la célébration du centenaire de la loi de 1905, a également reçu le soutien de bon nombre de ses collègues, maires de grandes villes, qui regardent avec intérêt l'innovation montreuilloise.

Le maire a présenté le Centre Civique d'Etude du Fait Religieux, comme le fruit d'un long processus de réflexion, amorcé depuis une dizaine d'années par la municipalité. Ce projet, a-t-il souligné, doit être porteur d'espoir, espoir que les hommes, grâce au recul de l'ignorance, grâce à la compréhension du monde qui les entoure, seront plus à même de respecter les différences et apprendront à "mieux vivre ensemble". Il est nécessaire, a-t-il ajouté de rétablir un socle de valeurs communes, car le déracinement, la perte des repères, des marqueurs d'identité, l'absence de points d'ancrage,

provoquent un sentiment de désorientation et de vide, souvent causes de repli communautaire.

Or, nul ne peut ignorer que le fait religieux fait partie intégrante du patrimoine historique, culturel, voire social de toutes les sociétés et l'objectif de l'enseignement dispensé par le CCEFR est d'aider à la compréhension de ces phénomènes, pour que chacun puisse exercer sa raison critique.

Jean-Pierre Bard a souligné à plusieurs reprises que les conférences et les cours proposés par le CCEFR s'inscrivaient dans la perspective de la laïcité telle que l'a induite Régis Debray dans le rapport rédigé à la demande du Ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche, laïcité que Jaurès définissait comme "l'œuvre d'éducation où la conscience s'éveille...libre de toute entrave, libre de tout dogme (...) pour susciter l'habitude de la raison et de la vérité". Il faut rappeler qu'au début du siècle, cette question avait donné lieu à de nombreux débats et conflits. La loi de 1905, grande loi de liberté, instituant la séparation des Eglises et de l'Etat, a ainsi marqué la formalisation du principe de laïcité, principe de concorde civile.

La laïcité a aujourd'hui de nouveaux défis à relever. Une des raisons est liée à l'évolution du contexte national, avec notamment la nécessaire prise en compte des citoyens musulmans qui, comme le rappelle Jean-Pierre Brard, au même titre que les autres croyants et dans les mêmes conditions, ont le droit de pratiquer dignement leur culte, dans le respect des dispositifs prévus par la loi de 1905. Il nous faut, souligne-t-il, réaffirmer sa modernité, et pour ce faire, celle-ci doit être appliquée dans sa lettre et dans son esprit. Parmi les autres facteurs, sont rappelées les incidences du contexte international et l'ouverture de l'espace civique européen.



Les activités du CCEFR, en offrant une information scientifique sur l'histoire comparée, l'anthropologie du fait religieux et les fonctions des religions dans toutes les sociétés des plus archaïques au plus modernisées, s'inscrivent dans un cadre de pensée laïque et dans la perspective de la communication interculturelle entre tous les citoyens, quelles que soient leurs options religieuses, politiques et philosophiques.

C'est ce qu'a expliqué Mohammed Arkoun, dans sa conférence d'ouverture sur le thème "**Comment étudier le fait religieux aujourd'hui ?**". Il est parti du constat d'une méconnaissance du fait religieux et même de l'histoire la laïcité puisque l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences religieuses a attendu 1995 pour créer une chaire de la laïcité.

Un Institut européen en sciences des religions a également vu le jour en Mai 2002 (toujours au sein de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes) sous l'impulsion de Jack Lang et Régis Debray. C'est dans l'esprit défini pour les tâches de cet Institut que fonctionnera le Centre Civique de Montreuil. On appliquera à l'étude du fait religieux les ressources, les méthodes et les interrogations des sciences de l'homme et de la société. Car il faut répondre par l'initiation à des connaissances interculturelles aux questions posées par l'expansion de la violence, des exclusions réciproques et des repliements communautaristes dans nos sociétés multiethniques et multiconfessionnelles. C'est le sens du qualificatif civique, car nous sommes requis par l'histoire de repenser et de redéfinir nos espaces citoyens.

Avant d'étudier les croyances de chaque religion, il conviendra de définir le socle anthropologique que celles-ci ont toutes en commun : l'opposition entre le pur et l'impur, le divin et l'humain, le merveilleux comme ressort de la croyance et ressource littéraire dans le discours religieux, le naturel et le surnaturel, le rôle des rites dans le déploiement de la condition humaine (la prière, le pèlerinage, le jeûne, etc.). En effet, toute étude philosophique ou théologique du fait religieux doit se nourrir d'une analyse historique et anthropologique préalable.

Le CCEFR se propose d'étudier dans un premier temps les religions du Livre qui, en plus d'être assises sur le même socle anthropologique et doctrinal, appartiennent aussi à la même culture sémitique, puisant dans les mêmes références lexicales et sémantiques de l'hébreu, du syriaque, de l'araméen, de l'arabe. Ces références culturelles et linguistiques communes se retrouvent dans les efforts d'intelligibilité développés au Moyen Age par des penseurs comme Saint-Thomas d'Aquin, Averroès et Maimonide.

Or, depuis 1945, nous assistons à des guerres récurrentes entre ce qu'on nomme "l'Islam" et "l'Occident". Ce fait signale non seulement l'échec de la pensée et de la pratique politiques au niveau des Etats, mais aussi de la pensée et de l'enseignement religieux qui renvoient eux-mêmes aux insuffisances des recherches des sciences sociales sur les interactions entre religion, politique, cultures et sociétés. Il est temps de mesurer l'ampleur de ces échecs et d'en assumer les conséquences sur les rapports de violence, de haine, de rejet entre les peuples, les Etats, les communautés, les traditions culturelles et intellectuelles dans l'espace méditerranéen. La théologie, en tant qu'effort critique d'intelligibilité de la foi mis partout à l'épreuve des changements historiques, a été refoulée des institutions publiques d'enseignement et de recherche dans les régimes dits laïcs, tandis que la philosophie commence, elle aussi, à connaître des marginalisations au profit de ce qu'on appelle la raison télétechnoscientifique. L'Histoire du Temps Présent ne parvient pas à éclairer la genèse et la portée des conflits qui ont opposé partout les peuples et les cultures depuis 1945. Cette remarque est capitale pour tout ce qui touche à l'histoire récente des peuples du Moyen

Orient et de l'Afrique du Nord, inextricablement liée à celle de l'Europe et de l'Occident. Il serait éclairant de vérifier à cet égard les programmes et les contenus réels de l'enseignement de l'histoire dans les pays non européens de l'espace méditerranéen, y compris Israël. Le rôle du christianisme orthodoxe face à l'islam ottoman n'a guère été évoqué pendant les guerres dans l'ex-Yougoslavie ; et depuis le 11/9, les discours politiques et ceux des médias ne font aucune référence aux événements qui remplissent et blessent les mémoires collectives depuis 1945. On s'enferme dans les reportages sur les tragédies quotidiennes et les statistiques des morts et des destructions.

Le fait religieux est présent dans toutes ces situations historiques et toutes les conduites quotidiennes des acteurs à tous les niveaux. Quant aux différentes composantes de l'Islam, elles sont souvent injustement réduites à Ben Laden, Saddam Hussein, les terroristes, les violences fanatiques. Mohamed Arkoun rappelle ses luttes en France, en Hollande, en Allemagne, en Italie..., mais aussi dans les pays musulmans pour créer des Instituts de recherche et d'enseignement à propos d'un fait religieux traité comme un fait social et historique total, c'est-à-dire englobant tous les niveaux de réalisation, de déploiement de l'existence humaine. Faute d'avoir donné à cette politique de l'espérance l'attention qu'elle mérite, nous nous agitons de façon dérisoire pour éviter une nouvelle guerre historiquement et stratégiquement programmée par des volontés de puissance invincibles. Nous faisons l'expérience d'une défaite de la pensée critique et de la prise en charge humaniste de la condition humaine et non plus seulement des citoyens qui ont eu la chance de naître dans des pays prospères et surtout puissants. Avec des moyens modestes et dans un espace civique limité, le CCEFR remplirait une précieuse mission civique s'il parvenait à susciter des initiatives semblables dans toutes les grandes villes de France et d'Europe ; nous nourrissons même l'ambition de retenir l'attention des responsables politiques de tous les pays d'origine des immigrés d'Europe. Si cela se produit, on pourra parler d'une révolution politique, intellectuelle, culturelle et même scientifique initiée démocratiquement à partir de la base sociale sur laquelle repose la souveraineté populaire. Et ce sera une révolution humaniste cette fois concrète, touchant tous les citoyens par les voies/voix de l'esprit marchant sur ses pieds et non plus sur des têtes rêveuses.

Les réactions du public qui ont donné lieu à des réponses des professeurs ont prouvé son intérêt pour cette initiative novatrice, qui a été "imposée par le réel", selon les mots de Jean Pierre Brard.

